

Santé et solidarité

Constat et évolutions suite au COVID

Respectable Loge, Les Amis Fidèles, Orient de Paris, Région 11

Mots-clefs : Inclusion, Médecine de Ville, Anticipation, Ensemble, Repenser

Un triste état des lieux pour la politique de santé au lendemain de la 1^{ère} crise aiguë

La gestion de la crise du COVID a montré combien les hôpitaux manquaient de moyens : il a fallu annuler et reporter des interventions, parfois graves, pour pouvoir accueillir les patients en service de réanimation.

Si cette crise était exceptionnelle, les premiers signes annonciateurs en Asie auraient dû nous permettre de nous préparer et d'anticiper : et bien non. Des patients ont dû être déplacés, voire même accueillis dans les pays voisins.

Par ailleurs, nous avons assisté à une communication calamiteuse, qui n'était faite que pour camoufler le manque de masques. Et chacun se demande aujourd'hui si tout cela n'est pas responsable en partie, de l'importance de l'épidémie d'une part, et d'autre part du manque de confiance dans la parole gouvernementale, qui aboutit à un mauvais suivi des instructions.

Les soignants hospitaliers, déjà malmenés et au bord de l'implosion, ont été sur-sollicités pendant toute cette période.

Dans le même temps, les médecins de ville ont, eux aussi, fait l'objet d'une activité durcie, en sachant qu'ils n'avaient pas le matériel de protection nécessaire : l'État, qui parlait d'un pays en guerre, a donc envoyé ses soldats au front sans armes.

Enfin, il reste cette interrogation de la restriction des libertés individuelles et collectives, du jour au lendemain, avec le confinement, sans que personne ne réagisse.

Le Président Macron a eu la possibilité de légiférer par ordonnance pendant la pandémie en utilisant l'article 38 de la Constitution. D'un point de vue de la santé, quelles sont les limites à cette restriction des libertés ?

Quelles réflexions cela a-t-il amenées ?

Pour que les soignants hospitaliers tiennent au plus fort de la crise, des tas de promesses leur ont été faits. Pour que les médecins de ville tiennent, rien n'a été fait.

Les patients chroniques ont, pour un certain nombre, arrêté leur prise en charge, et cela pouvait être à la demande des établissements hospitaliers.

Il apparaît aujourd'hui, à demi-mot, que des retards de diagnostic, de prise en charge, de suivi, et nous ne savons pas encore toutes les conséquences, de pathologies, avec de réelles pertes de chances pour les patients, sont dus à la mauvaise gestion de la crise du COVID 19.

Combien y aurait-il de morts secondaires ? Sans parler des personnes âgées dans les EHPAD, qui se dégradent ou décèdent, faute d'avoir eu des relations sociales pendant trop de temps ?

Alors il y a bien eu le Ségur de la santé. Mais celui-ci a oublié deux grandes dimensions essentielles, qui donc à ce titre le rendent inutile : les médecins de ville, et les patients.

Propositions et idées

Une fois ces constats posés, plusieurs réflexions peuvent être faites pour l'avenir.

- Tout d'abord, il semble essentiel que tous les acteurs du système de santé comprennent enfin qu'ils doivent travailler ensemble, et qu'aucun n'a un rôle prépondérant sur les autres. Cette chaîne

commence par le patient, et donc, les patients doivent faire partie des discussions, mais aussi les médecins de ville, dont le rôle est central. Rappelons que ce sont eux qui voient l'essentiel des patients et des pathologies, et non l'hôpital.

- Par ailleurs, la solidarité doit avoir un sens. Mais même si la France a eu le meilleur système de santé du monde, celui-ci est devenu trop coûteux, et il est urgent d'agir. Il faut aussi responsabiliser chacun. Un nouveau système n'est-il pas à réinventer ?

- Nous avons sollicité nos voisins européens lorsque nos services de réanimation n'étaient plus en capacité d'accueillir nos malades, mais nous ne sommes toujours pas capables à ce jour de nous réunir afin d'avoir une politique stratégique commune européenne de santé sur ce virus. Peut-être est-il temps, là aussi, que le monde de demain se mette en place avec cette nouvelle ouverture ?

- Dans la mesure où il semble que nous ayons à vivre avec ce type de nouveaux virus désormais, de plus en plus, il faudrait changer notre façon de vivre. Se préparer maintenant à ce que les « gestes barrière » deviennent des gestes quotidiens. Se laver les mains devrait déjà être la normalité. Appliquer le principe de précaution, mais de façon objective. Et ne pas mentir au peuple français. Il est normal de ne pas tout savoir, et mieux vaut le reconnaître, que de mentir.

Il faut donc réinventer un système de santé, plus responsabilisant. Tout en menant une réflexion incluant tous ses acteurs, afin de mieux anticiper. Et partager ce travail à l'échelle européenne.